

SOLIDARITÉ  **OUVRIÈRE** **Bureau confédéral**

4 rue de la Martinique 75018 Paris
Tel/Fax : 01 40 34 71 80
bureau@cnt-so.org



Bulletin international

N° 8 Premier et second trimestre 2017

Un outil d'information internationale

I-Résistance citoyenne et prolétarienne

-Un nouveau président de la République en France et un nouvel ennemi des salariés et des conquêtes du mouvement ouvrier

-Guyane département français en Amérique latine : fin de la grève générale de 4 semaines (mars-avril 2017)

-Brésil grève générale de protestation du 28 avril 2017

-Espagne mai 2017 Marches de la Dignité

II – Répression étatique

-Bulgarie « Nouvelle vague de protestation des travailleurs de Piccadilly à Sofia et à Varna/

-Grèce Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes soutiennent Emmy Koutsopoulou

I-Résistance citoyenne et prolétarienne

-Un nouveau président de la République en France et un nouvel ennemi des salariés et des conquêtes du mouvement ouvrier

Emmanuel Macron a été ministre de l'Économie dans le gouvernement de l'ex président François Hollande, et il a lancé une série de propositions et de lois toutes plus nocives les unes que les autres pour les salariés, mais positives pour les entreprises et leurs directions techniques et financières.

En tant que confédération anarchosyndicaliste nous lutterons avec les syndicats et les travailleurs conscients des dangers que représente ce président. Nous avons déjà déclaré :

[...] Macron annonce vouloir passer en force, cet été, sa nouvelle réforme du droit du travail qui viendra aggraver les logiques de la loi El Khomry et laminier toujours plus nos droits. D'autres attaques se profilent avec des mesures visant au démantèlement de la protection sociale solidaires et un nouveau coup d'austérité.

Dès lors on se demande bien pourquoi certains syndicats se prêtent à la mascarade du dialogue social avec le gouvernement. Plus que jamais, ce n'est pas de partenaires sociaux dont nous avons besoin mais de syndicats forts et combatifs pour nous défendre, gagner de nouveaux droits et porter collectivement le projet d'une autre société ! Organisons nous !

Voici quelques mesures annoncées par le gouvernement directement piloté par Macron et leurs conséquences au quotidien. Nous les détaillons pour les lecteurs de pays francophones qui vivent ou vont vivre des situations similaires. Il s'agit d'extraits de notre *Bulletin de la CNT-Solidarité Ouvrière - N°20 Été 2017* [<http://www.cnt-so.org/Bulletin-de-la-CNT-Solidarite581>].

Basculement du financement de la protection sociale vers l'impôt

Les cotisations sociales maladie et chômage vont être supprimées pour les salariés et remplacées par une hausse de la CSG [Contribution sociale généralisée, qui est un prélèvement obligatoire pour financer la sécurité sociale]. On touche au cœur même de la sécurité sociale, en s'éloignant toujours plus d'un système de répartition solidaire entre salariés pour poursuivre son étatisation. En prélude à sa privatisation ? Dans ce cadre, la hausse des salaires nets, si elle est réelle, est un attrape-nigaud ! Si on assèche les sources de financement de la protection sociale, il faudra bien compenser le manque (le fameux trou !) soit par une baisse des services, des hausses d'impôts ou la privatisation de pans entiers de la protection sociale.

Répression des chômeurs et des chômeuses

La possibilité de toucher des allocations après une démission cache un flicage accru des chômeurs avec un renforcement des sanctions (suspension des allocations après deux refus d'offre d'emploi « décent »). Il n'est pas certain que nous ayons la même définition d'un « emploi décent » que Pole Emploi, là encore il s'agit de faire pression pour tirer nos conditions de travail et nos droits vers le bas. [...]

Retraite à points

La réforme envisagée reste encore floue. Il s'agirait d'évoluer vers un système unique public/privé dit de « comptes notionnels » où chacun alimentera un capital individuel virtuel, revalorisé chaque année selon la croissance des salaires. Le total des droits accumulés serait converti au moment de la retraite en une pension, à l'aide d'un coefficient de conversion en

fonction de l'âge de départ, de l'année de naissance où encore de l'espérance de vie de chaque génération. Au regard des conditions spécifiques de carrière, des règles de cotisations actuellement très différentes, notamment entre public et privé, il y a fort à parier que cette réforme fera de nombreux perdants. La possibilité de modifier régulièrement le coefficient de conversion fait aussi peser une lourde incertitude sur le montant réel des pensions à l'arrivée. Ce système incitera globalement à travailler plus vieux puisque plus l'âge de départ sera élevé plus la pension sera importante. [...]

Les dépenses publiques sabrées

Macron, c'est la poursuite de l'austérité avec un objectif annonce de réduction des « dépenses publiques » à 50 % du PIB qui est chiffrée à 60 milliards sur 5 ans mais qui pourrait être bien supérieure (jusqu'à 170 milliards selon certains économistes). Derrière ces chiffres, c'est inévitablement une diminution de la qualité des services publics pour les usagers et une dégradation des conditions de travail pour les fonctionnaires.

120.000 suppressions de postes et des droits amputés

Première conséquence de ces « économies », la suppression programmée de 120.000 postes dans la fonction publique (50 000 pour l'Etat et 70 000 pour la territoriale). Cela sera un nouveau coup dur pour des services publics déjà très fragilisés par les suppressions massives de la dernière décennie. Le poids sera important pour les collectivités locales qui devront faire avec moins d'agents alors que de nombreuses compétences leur ont été déléguées ces dernières années. Pour compenser, il est bien sur envisagé de s'attaquer aux statuts (recrutement hors statuts, recours aux contractuels et/ou au privé). [...]

ZOOM : Le salaire socialisé, c'est quoi ?

*Un employeur fait deux versements, l'un au salarié qu'il emploie, le salaire direct, composante individuelle ou salaire net au bas de la feuille de paye, l'autre aux caisses de Sécurité sociale (chômage, maladie, retraite, etc.) sous forme de cotisations sociales proportionnelles au salaire direct : **c'est la composante collective, le salaire indirect ou salaire socialisé.***

La cotisation sociale fait donc partie intégrante du salaire. Réduire la cotisation sociale, sous prétexte de soulager les « charges » de l'entreprise, c'est réduire le salaire ! Elle n'est pas un prélèvement ou une charge, ni un impôt, ni une taxe, ni une épargne, ni une assurance mais du salaire ! Salaire lui-même défini en référence à un barème, un tarif négocié au sein des conventions collectives, basé sur une grille de classification et non pas sur les résultats de l'entreprise.

Cette cotisation sociale est répartie entre la part du salarié et la part dite patronale. Versée aux caisses, elle est immédiatement transformée en prestations sociales (elle transite en flux direct). Elle établit clairement le fait qu'à chaque instant, c'est le travail productif qui crée la valeur finançant la protection sociale, dont les retraites. C'est donc le salaire socialisé qui, en France, finance la protection sociale.

*Le salaire socialisé permet la reconnaissance sociale de toutes les situations des travailleurs-euses et de prendre en compte les aléas de la vie. **Qu'ils soient actifs, précaires, chômeurs, retraités, les salariés sont reconnus en tant que travailleurs** : le chômeur indemnisé comme un salarié demandeur d'emploi, le retraité, comme un salarié pensionné. Cet aspect est fondamental car il pose comme principes :*

- La solidarité entre les travailleurs et les travailleuses.
- Il confisque aux représentants de l'État la gestion d'une partie des revenus des travailleurs : **le salaire socialisé**. L'État intervient par l'impôt dans une logique d'assistanat, d'aide aux plus pauvres. Grâce à la cotisation, il n'y a pas de « pauvres » mais des « salariés inactifs », dont le revenu est maintenu.
- La cotisation est une arme économique au service des travailleurs. Elle permet de financer les retraites, les allocations familiales, les remboursements des frais médicaux de millions de salariés. Elle est indexée sur le salaire net, et suit donc son évolution.

En tant que révolutionnaires, nous ne nous contenterons pas de maintenir le statu-quo de comptes « équilibrés » de la Sécu. **Les richesses produites dans les entreprises sont le fruit de l'activité des travailleurs et des travailleuses, elles doivent donc leur revenir !**

-Guyane département français en Amérique latine : fin de la grève générale de 4 semaines (mars-avril 2017)

À l'image des autres "départements d'outre-mer", DOM-TOM, la protection sociale, la formation scolaire et culturelle, les offres d'emplois, etc., ne sont ni adaptées aux situations différentes de celles de la métropole ni non plus identiques à celles-ci. Les DOM-TOM (pour reprendre la fiction juridique) sont, dans la majorité des cas, dans une situation proche de pays du tiers monde.



Photo d'Hortensia Ines

Si c'était vraiment le tiers monde, la même grève générale au Maroc ou en Chine, etc., aurait été rapidement réprimée pour éviter un embrasement du pays.

L'inégalité des droits des salariés entre la métropole et les DOM-TOM est la raison de conflits sociaux tendus, longs et qui réunissent sur place des groupes complètement séparés et opposés en France (syndicats réformistes, petits patrons, syndicats contestataires, indépendantistes, peuples autochtones, etc.). On peut se rapporter à notre Bulletin international n° 6, 2016 pour Mayotte.

Le 22 avril 2017 des négociations entre le gouvernement et les représentants des organisations des grévistes (des patrons aux autochtones) ont mis fin à la grève en échange de l'annonce d'aides immédiates et à venir. Ce sont, bien entendu, les plus favorisés qui vont être d'abord secourus, les ethnies les plus démunies étant loin derrière.

Des aspects organisationnels solidaires ont surgi dans des petites villes comme des appels à la population pour venir écrire toutes leurs doléances (traducteurs pour ceux qui ne parlent pas français et écrivains pour les non-scripteurs). Et il y a aussi des synthèses de tous les écrits qui ont été envoyées à différentes personnalités : ministres, députés, responsables régionaux, journalistes, etc.

Même si ces écrits ne sont pas tenus en compte, ceux qui les ont rédigés s'en souviendront certainement lors de prochains conflits.

-Brésil grève générale de protestation du 28 avril 2017

Déclaration des camarades de CSP-CONLUTAS (Centrale syndicale et populaire, en luttés) qui est liée à une organisation politique de gauche : « Grève générale : 28 avril, nous allons débrayer dans tout le pays »

Contre les réformes de la Sécurité sociale et du Travail, contre la Terciérisation.
Pour l'emploi et aucune perte de droits.

Dehors Temer [Le premier ministre] ainsi que tous les corrompus qui sont au parlement ! »

Notre insistance à construire une plateforme unitaire de grève générale s'explique parce que nous comprenons qu'il existe une forte disposition à lutter et à s'indigner dans la classe ouvrière. Elle vient du chômage, de l'aggravation des conditions de vie, de l'augmentation de la violence qui touche le peuple pauvre et noir, de la mer de boue de corruption et de la poursuite de la politique de retrait des droits, qui était en place dans les gouvernements du PT (parti des travailleurs), qui s'est intensifiée encore davantage avec le gouvernement actuel de Temer (PMDB - Parti du mouvement démocratique brésilien -). »

La CNT Solidarité ouvrière a appuyé la CSP-CONLUTAS dans un message qui souhaite « que cette grande journée de lutte du 28 avril puisse démontrer que les gens sans grade ne tolère pas la duplicité, la fausse culture des hiérarques, les cas de corruption constantes entre pseudo ennemis qui appartiennent, en fait, à la mafia des gagnants du néo libéralisme ».

Le gouvernement droite gauche, (Parti des travailleurs et PMDB) de la présidente Vilma Roussev et de son vice président Michel Temer avait prévu en 2017 ou 2018 une réforme complète des salaires et de la Sécurité sociale. Même si la présidente a été destituée pour des irrégularités dans sa gestion politique et si Temer, qui a pris sa place, est en passe d'être inculpé pour corruption aggravée, le projet suit son cours.

Il consiste à geler les hausses de salaires sur les vingt prochaines années et à réduire brutalement les aides sociales. Et des effets pratiques sont bien visibles comme le montre cet extrait d'un commentaire du 17 juillet 2017 sur le site de CSP-CONLUTAS.

« La Réforme du travail qui entrera en vigueur en novembre 2017 aboutira à une précarisation totale des conditions de travail dans le pays, comme l'ont démontré plusieurs universitaires, des juristes et des organisations de travailleurs. Les modifications prévues attaquent de plein fouet les droits actuels, en violant même la constitution fédérale. Un rapport du ministère public du Travail signale au moins 12 changements qui contredisent les principes de la dignité humaine et de la protection sociale du travail, en remettant même en cause le Salaire minimum. » <http://cspconlutas.org.br/2017/07/reforma-trabalhista-e-inconstitucional-em-varios-pontos/>

Sur le site <http://cspconlutas.org.br/>, la Centrale indique que le Réseau syndical international, auquel nous participons en tant que CNT Solidarité ouvrière, tiendra sa 3^{ème} Rencontre internationale à Madrid (très exactement à El Escorial) du 25 au 28 janvier 2018.

-Espagne mai 2017 Marches de la Dignité

« Les Marches de la Dignité (28 mai 2017) ont réussi à réunir à Madrid des milliers de personnes venues de toutes les parties de l'Espagne ». Tel est le titre du manifeste, dont des extraits suivent, du Bureau de presse du Comité confédéral de la CGT :

[...] Les revendications des Marches sont bien connues : “ Pain, Travail et Toit ”, même si cette année on y a ajouté le mot “ égalité ” pour donner une visibilité à la lutte des femmes dans notre société et demander la fin des violences machistes.

l'absence d'intervention des autorités, les travailleurs ont poursuivi leur lutte et ont écrit des lettres ouvertes qui ont été largement reprises dans les médias, tout en déposant des dizaines de plaintes auprès d'institutions bulgares et internationales. »

Les camarades d'ARS (Avtonomen Rabotnitcheski Sindikat- Syndicat autonome des travailleurs, voir notre Bulletin international n° 2, 2015) soutiennent efficacement les grévistes à Sofia et à Varna.

-Grèce « Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes soutiennent Emmy Koutsopoulou, médecin psychiatre, salariée de l'Organisme grec de lutte contre la drogue (OKANA).

Elle fait partie des militants et militantes qui agissent depuis des années pour défendre le service public de la psychiatrie, et plus largement pour combattre la crise sanitaire qui touche le peuple grec à cause des politiques antisociales renouvelées ; elle est aussi investie dans l'accueil aux réfugié-es qui traversent la Méditerranée pour fuir guerres, misère, persécutions, etc.[...]

La psychiatrie grecque en grand danger : un exemple des méfaits des politiques gouvernementales grecques qui servent les capitalistes

Depuis le 31 décembre 2015, date fixée par un des mémorandums acceptés par les gouvernements grecs successifs, les hôpitaux psychiatriques de ce pays sont en sursis et la situation empire de jour en jour.

□ Les salarié-es et patient-es sont prévenus de la fermeture des départements de soins seulement après coup.

□ Aucun poste de travail supplémentaire n'est annoncé dans le soin psychique, malgré les déclarations tonitruantes du gouvernement Syriza. [...]

La nouvelle loi-cadre du soin psychique, décidée par l'actuel gouvernement, n'améliore rien mais au contraire détériore encore les choses : la compétence est transférée vers les régions qui sont largement endettées. Les Conseils de Santé mentale sont majoritairement composés de fonctionnaires. Des méga-secteurs pour deux millions d'habitants et d'habitantes sont créés.

Le syndicalisme est l'outil dont se dote les travailleurs et les travailleuses pour défendre leurs revendications, en toute indépendance des partis politiques et des gouvernements. Cette autonomie permet aussi d'œuvrer à la nécessaire rupture avec le système en place, basé sur l'exploitation de tous et toutes par une infime minorité de profiteurs et profiteuses. Le Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttes, **dénonce la politique du gouvernement grec** qui :

□ **achève de détruire le secteur psychiatrique** alors qu'il faut, au contraire, y donner les moyens de se développer,

□ **criminalise le personnel** qui n'est pas responsable de la situation et est confronté à des conditions de travail très pénibles,

□ **dans ce secteur comme ailleurs, brade les biens communs du peuple.**